

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR CHRISTOPHE AYAD

Le Mali, notre Afghanistan

C'est un pays pauvre et sans pétrole. Un pays désertique à l'intérêt stratégique limité. Une armée occidentale moderne y a mené une guerre-éclair et victorieuse pour en chasser un pouvoir djihadiste qui abritait Al-Qaida sur son territoire. Depuis, des élections ont été organisées et un pouvoir civil local s'est installé. Mais, au fil des bavures militaires, des embuscades et des revers politiques face à une insurrection qui a repris du poil de la bête et du terrain, la dissension s'est installée entre le nouveau pouvoir et son « sauveur » occidental.

Ce dernier est fatigué de tenir à bout de bras et de financer un pouvoir corrompu et inefficace, mais ne peut pas le lâcher, sous peine de perdre un champ de bataille devenu stratégique de la « guerre contre le terrorisme ». Les autorités locales, elles, finissent par être excédées par leurs protecteurs occidentaux, qui leur disent ce qu'elles doivent faire et ne comprennent rien aux nécessités locales de composer avec tel clan, telle tribu, telle faction politique ou telle milice. Et, pendant ce temps, Al-Qaida gagne du terrain, convertit à sa cause les paysans abandonnés à leur sort, rallie les mécontents et les victimes de bavures à sa bannière, compense les pertes de ceux lésés par l'interruption des trafics (d'être humains, de drogue ou d'armes) à cause de la présence militaire étrangère et intimide tous ceux laissés sans protection.

Ni mandat ni vocation

Cette histoire, emblématique, pourrait être celle de l'Afghanistan depuis 2001 : un succès militaire, suivi d'une reconstruction ratée et du retour progressif d'une insurrection, plus aguerrie et politiquement plus habile. En fait, elle est de plus en plus celle du Mali,

du moins de sa partie septentrionale. Le Mali est notre Afghanistan. Plus l'armée française y est engagée, plus la situation se dégrade et plus se renforce ce qu'elle était venue combattre : le djihadisme armé, qui gagne progressivement à sa cause les populations peules du centre du pays, après avoir séduit une partie des Arabes et des Touareg du Nord.

A qui la faute ? Aux Français, dit de plus en plus ouvertement l'entourage du président malien Ibrahim Boubacar Keïta, surnommé « IBK », en campagne pour sa réélection l'été prochain après cinq ans – déjà ! – d'un mandat pour rien. La faute à IBK, rétorquent les Français « off the record » : il n'a ni voulu ni pu appliquer les accords de paix signés avec les groupes armés dans le nord du pays, a détourné l'argent prévu pour la reconstruction de cette région délaissée et sinistrée, secouée par les soulèvements séparatistes, décimée par une année de règne djihadiste (en 2012) ; il n'a rien fait pour reconstruire l'armée malienne, se reposant sur les Français de l'opération « Barkhane » (qui a succédé en 2014 à « Serval ») et les casques bleus de la Minusma, décimés par les embuscades, les attaques au mortier et les engins explosifs improvisés ; enfin, IBK sous-traiterait le centre du pays à des notables islamistes.

Il est loin le temps où François Hollande pouvait parader en libérateur dans les rues de Tombou-

**ENGAGÉE, PLUS SE
RENFORCE CE
QU'ELLE ÉTAIT VENUE
COMBATTRE : LE
DJIHADISME ARMÉ**

tu, en février 2013, un mois seulement après le déclenchement de l'opération « Serval », qui a détruit le « califat » d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Loin le temps où IBK incarnait l'espoir d'une refondation démocratique au Mali et d'une paix des braves avec les groupes touareg du nord du pays. L'heure est plutôt au « blame game », ce jeu pervers qui consiste à faire porter à l'autre le chapeau des échecs et des revers.

On l'a bien vu avec l'affaire des onze soldats maliens présumés tués dans une opération antiterroriste de l'armée française dans le nord du Mali, le 24 octobre. Bavure contre des prisonniers, otages du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans d'Iyad Ag Ghali, selon la version de Bamako, qui cherche à se refaire une virginité politique en prenant ses distances avec l'ex-métropole coloniale, de plus en plus assimilée à un « occupant ». Manipulation pour Paris, qui assure que les soldats maliens avaient été retournés en captivité pour devenir des combattants djihadistes.

C'est le lot de toutes les guerres contre-insurrectionnelles sur la durée. Menées dans des pays dont l'État est souvent défaillant, elles finissent par accroître le mal qu'elles étaient venues traiter. Car le problème n'est pas tant la menace djihadiste, contenue à un niveau d'intensité moyenne pour le moment au Sahel, bien qu'en pleine prolifération. Le problème est que les militaires occidentaux n'ont ni

le mandat, ni la vocation, ni les qualifications pour reconstruire les États dans lesquels ils interviennent. Au Mali, cœur du réacteur de la crise au Sahel, comme en Afghanistan. Au contraire, leur présence, souvent coûteuse, accélère la corruption, l'irresponsabilité des élites et les manipulations de la classe politique, qui considère cette présence comme une ressource supplémentaire.

Les militaires ne savent plus que faire. Se bunkériser pour éviter les pertes inutiles, mais passer pour une armée d'occupation ? Mener des raids brutaux pour intimider l'ennemi mais prendre le risque de bavures et d'embuscades, comme celle qui a valu la mort à quatre soldats américains au Niger en octobre ? Ou enfin patrouiller et gagner la confiance de la population en menant des actions civilo-militaires, ce qui n'est pas vraiment le métier des soldats, comme on l'a vu en Afghanistan, où des dizaines de milliards de dollars ont été dépensés en pure perte ?

D'autant que l'argent manque et que l'armée française est assez remontée depuis la démission, en juillet, du chef d'état-major Pierre de Villiers, « recadré » par Emmanuel Macron pour avoir osé se plaindre d'une baisse de son budget. Justement, le même général de Villiers explique dans un livre paru le 8 novembre (*Servir, Fayard*) que la France est au Sahel pour les quinze prochaines années. En Afghanistan, l'armée américaine en est à sa seizième année, et la sortie semble plus lointaine que jamais... ■

ayad@lemonde.fr

**ENTRE PARIS
ET BAMAKO,
L'HEURE EST AU
« BLAME GAME »
PLUS L'ARMÉE
FRANÇAISE Y EST**